

# Nobel tunisien de la paix : quatre bénéficiaires et un couronnement

par Mohamed JAOUA<sup>1</sup>

Le prix Nobel de la paix 2015 a ceci de singulier qu'il n'a pas récompensé des belligérants ayant mis fin à une guerre, mais des adversaires qui ont décidé de ne pas avoir recours à celle-ci pour trancher leur différend. A la maxime romaine « *si tu veux la paix, prépare la guerre* », les tunisiens ont ainsi opposé un sage « *si tu ne veux pas de la guerre, prépare d'abord la paix* ». Si la démarche n'est pour surprendre quiconque connaît le caractère peu belliqueux des tunisiens, la surprise réside en revanche dans le succès qui l'a couronnée.

---

## La spirale de la guerre

---

Plus que de la surprise, ce dénouement relève d'ailleurs presque du miracle, sur le fonds de désastre des « printemps arabes ». Car la guerre civile était bel et bien aux portes du pays au milieu de l'été 2013. L'assassinat du député de gauche Mohamed Brahmi le 25 juillet - fête de la République ! – après celui de Chokri Belaïd le 6 février, avait fini de faire déborder le vase des deux années de gestion catastrophique du pays par le parti islamiste Ennahdha, flanqué de ses deux feuilles de vigne « laïques ». Tétanisée par leur victoire aux élections de 2011, la société civile, qui avait déjà déferlé par centaines de milliers dans les rues de Tunis pour faire cortège à Chokri Belaïd jusqu'au carré des martyrs, s'est réveillée pour dire non. Du cimetière du Jellaz où elle a accompagné la dépouille de Mohamed Brahmi, elle a rejoint au Bardo – devant le siège d'une l'Assemblée Nationale Constituante plus occupée à gouverner qu'à écrire la nouvelle constitution – la soixantaine de députés démocrates qui avait quitté les bancs de l'ANC pour les accompagner dans le plus long sit-in de l'histoire du pays. Des mois de présence massive, ponctuée de manifestations et de meetings, de contre-manifestations aussi, et des habituelles agressions des milices islamistes à l'encontre de tous les rassemblements démocrates. Avec une ANC de facto en hibernation, le gouvernement n'était plus en mesure de gouverner. Tandis que le rassemblement citoyen campait sur des revendications (dissolution de l'ANC, démission du gouvernement, et une Constitution préservant les acquis de l'indépendance, au premier rang desquels le statut des femmes) qu'il n'avait pas les moyens politiques de faire aboutir. L'impasse était donc totale.

Nonobstant, la troïka au pouvoir a commencé par rejeter l'initiative du quartet

---

<sup>1</sup> Mathématicien

constitué autour du puissant syndicat ouvrier UGTT, auquel s'étaient joints l'organisation patronale UTICA, la Ligue tunisienne des droits de l'Homme et le Conseil de l'ordre des avocats, pour inviter à un dialogue national en vue de sortir le pays de la crise. Elle s'est accrochée à une « légitimité électorale » périmée, puisque le mandat de l'ANC élue en octobre 2011 n'était que d'une année, et que sa mission – jusque là passablement négligée – était d'élaborer une nouvelle constitution dans ces délais, plutôt que de s'abandonner aux délices du gouvernement dans le cadre d'une transition interminable. Prisonnière de ses solidarités internationales - le pouvoir des frères Musulmans en Egypte venait d'être mis à bas le 30 juin par le puissant mouvement de désobéissance civile « Tamarrod » – elle a brandi, probablement sans y croire elle-même, le spectre d'un « coup d'état » à l'égyptienne, hautement improbable pour qui connaît l'armée tunisienne. Elle a joué la montre en espérant l'épuisement du mouvement citoyen, alors que la situation échappait de plus en plus à tout contrôle, tandis que les djihadistes retranchés dans les maquis lançaient leurs premières attaques terroristes contre des militaires et des policiers.

---

### Une sagesse au forceps

---

C'est dans ce cadre que la rencontre en août à Paris des dirigeants des deux principales forces politiques du pays, Beji Caïed Essebsi – président du parti hétéroclite Nidaa Tounès (L'appel de la Tunisie), élu fin 2014 président de la République – et Rached Ghannouchi, président du parti islamiste Ennahdha, est venue lever la réticence de ce dernier au dialogue national. Celui-ci s'est imposé à tous comme le seul cadre non partisan susceptible de sortir le pays de la crise. Et le quartet qui l'a initié, du fait de sa représentativité de la société civile dans sa diversité, comme le seul disposant de la légitimité nécessaire pour le mener à bien.

Rapprocher les points de vue n'a ensuite pas été une mince affaire, mais l'essentiel était dans la décision prise de trancher les différends par la voie de compromis élaborés autour d'une table, au prix de concessions de part et d'autre. Les islamistes ont abandonné leur prétention à diriger le pays jusqu'aux élections, en excipant d'une légitimité électorale qui avait vécu. Les démocrates sont pour leur part revenus sur leur exigence de démission du gouvernement et de dissolution de l'ANC – susceptibles de créer un vide – avant toute ouverture de dialogue. Chacun des protagonistes s'est résigné à l'évidence que l'autre partie était aussi constitutive de l'identité tunisienne qu'il pouvait lui-même. Et que l'islamisation du pays, comme l'éradication de ses islamistes, étaient des projets aussi mortifères l'un que l'autre pour la nation, en ce qu'ils sont également porteurs de guerre civile.

La mise en place d'un gouvernement de transition de « technocrates », et l'adoption de la nouvelle Constitution en janvier 2014, sont venus concrétiser ce nouvel état d'esprit. Les islamistes ont voté comme un seul homme pour un texte bien plus

« laïque » que celui de 1959, dont l'éradication était le projet fondateur de leur parti. Mais leur évolution dans le cadre tunisien – tellement singulier dans le paysage arabe – les a conduits à penser qu'un état civil y garantirait finalement davantage leur pérennité en tant que force politique que la constitution cléricale qui aurait eu leur préférence. Le choc de l'Égypte, avec l'effondrement de la matrice de leur mouvement, les y a sans doute aussi aidés et les considérations tactiques n'ont pas non plus été absentes de l'équation. De leur côté, les forces modernistes, héritières d'un mouvement réformateur de deux siècles qui s'est amplement déployé depuis l'indépendance de 1956, ont fini par se faire à l'idée qu'un mouvement politique s'inspirant des valeurs de l'Islam, pour peu qu'il abandonne toute prétention à être dépositaire du sacré, et qu'il accepte les règles d'une organisation profane – démocratique – du « vivre ensemble », pouvait avoir toute sa place dans une démocratie apaisée. Chacune des deux parties aurait sans doute préféré ne pas avoir à vivre avec l'autre. Mais la réalité tunisienne en a décidé autrement, et nier sa diversité n'aurait en aucun cas su la réduire, mais tout au plus la détruire. En consacrant très justement le quartet, artisan et metteur en scène du dialogue national, c'est en fait tout un peuple, institutions et société civile mêlées, que le jury du prix Nobel a couronné. Un peuple qui a eu la sagesse de tourner le dos aux trompettes guerrières pour se contenter des menus avantages de la paix, en dépit des inévitables frustrations qu'exigent les compromis qui y conduisent.

Les élections de la fin 2014 auraient pu limiter le temps de ce dialogue national salutaire à celui de la période transitoire. Mais en n'offrant au vainqueur des scrutins législatif et présidentiel de 2014 – Nidaa Tounès – qu'une majorité relative lui interdisant de déployer seul la politique pour laquelle il a été élu, elles en ont au contraire prolongé la durée et cristallisé la méthode.

Que ce fragile équilibre soit encore nécessaire durant cette période délicate de consolidation des institutions, où le pays fait de surcroît face à une guerre terroriste à l'intérieur et à ses frontières, on peut aisément le comprendre. Même si l'agacement et l'impatience commencent à poindre au sein de la société civile. Dans l'avenir proche, il conviendra toutefois que la jeune démocratie tunisienne invente les modalités qui lui feront retrouver les chemins de l'efficacité de gouvernement. Tout en lui évitant le danger majeur du divorce des citoyens avec l'exercice démocratique, dans la mesure où son enjeu se réduirait à de subtils ajustements au sein du compromis, et non à une alternance claire de politiques. Mais ceci est un autre débat, que la paix civile n'éluide en rien. Bien au contraire !

Mohamed Jaoua  
Tunis, le 14 Octobre 2015